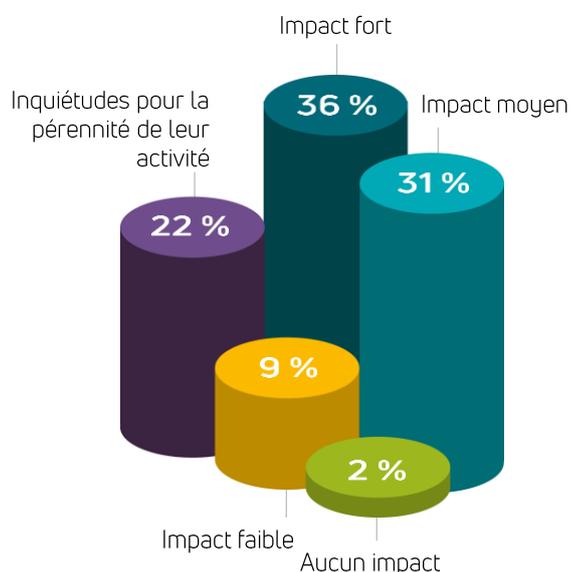


Un conflit russo-ukrainien venant perturber l'activité des entreprises bretonnes du secteur de la construction

Une activité fortement impactée par le conflit armé en Ukraine pour près de 6 entreprises sur 10

Comment estimez-vous l'impact du conflit armé en Ukraine sur votre activité (aujourd'hui) ?



61 %

des entreprises ont des chantiers perturbés en raison des retards de livraison

86 %

des entreprises connaissent des retards de livraison

69 %

des entreprises jugent la situation actuelle de leur trésorerie normale

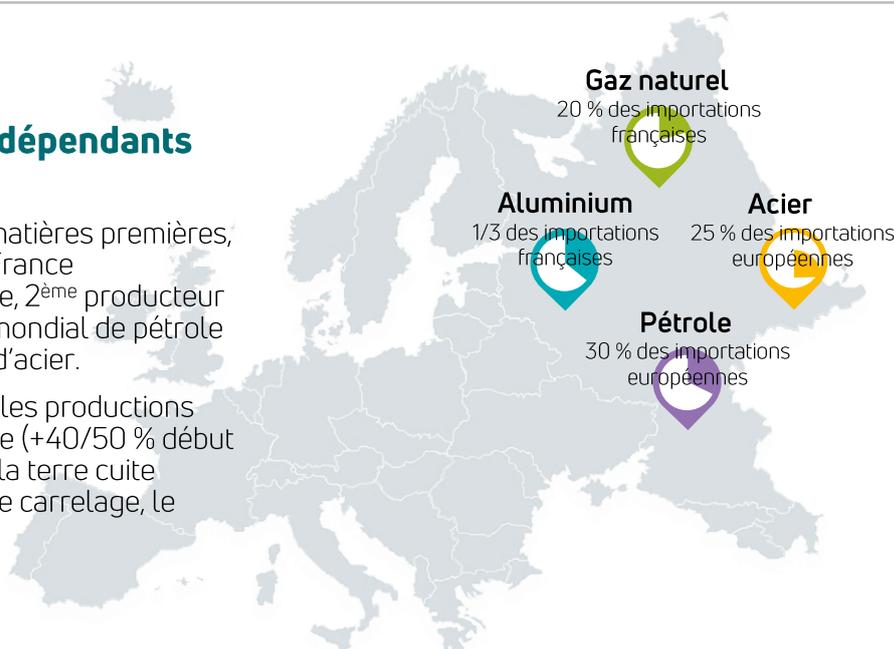
Source : Enquête Cellule Economique de Bretagne, avril 2022

Décryptage :

Des matériaux de construction dépendants des productions russes

La Russie est un producteur mondial de matières premières, auprès duquel l'Union Européenne et la France s'approvisionnent : 1^{er} producteur de titane, 2^{ème} producteur mondial de gaz naturel, 3^{ème} producteur mondial de pétrole et d'aluminium, 5^{ème} producteur mondial d'acier.

La hausse des coûts de l'énergie impacte les productions nécessitant beaucoup d'énergie : le bitume (+40/50 % début mars par rapport à la moyenne de 2021), la terre cuite (+12/16 % de hausse des prix annoncés), le carrelage, le ciment...



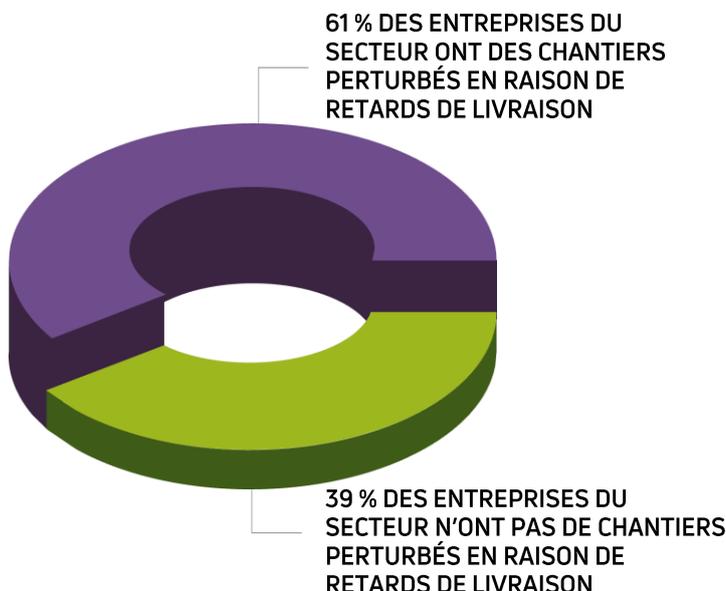
Des problèmes d'approvisionnement et des hausses de prix : difficultés majeures actuelles des entreprises bretonnes de la filière construction

Des perturbations importantes sur les chantiers en cours

Les retards de livraison de certains produits, équipements ou composants sont générales : près de 9 entreprises sur 10 déclarent en connaître actuellement. 61 % des entreprises du secteur déclarent avoir des chantiers perturbés en raison de ces retards.

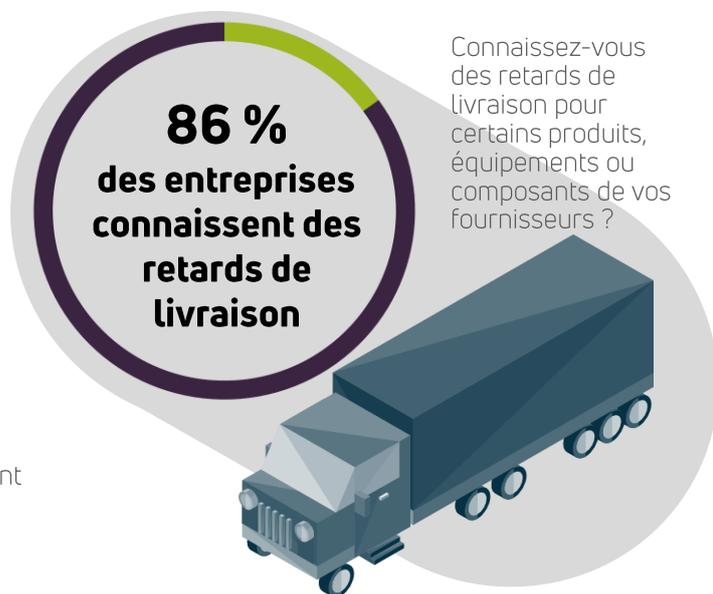
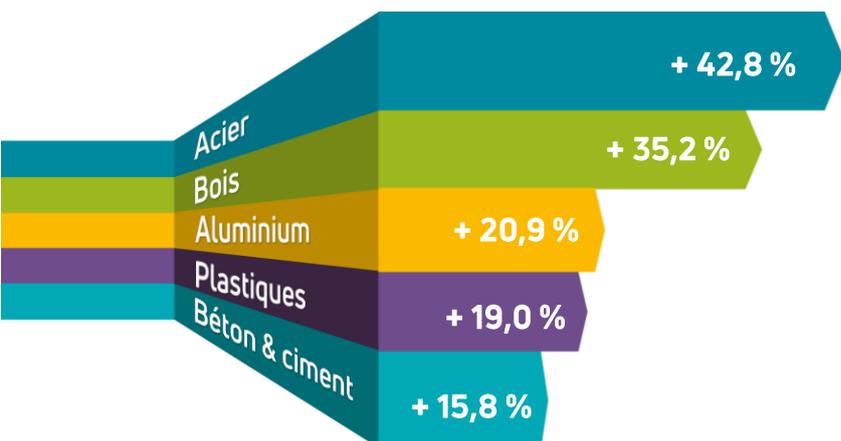
Concernant le GNR, 33 % des entreprises ressentent actuellement des tensions sur leurs approvisionnements.

Avez-vous des chantiers à l'arrêt ou dont le planning est fortement perturbé en raison de retards de livraison ?



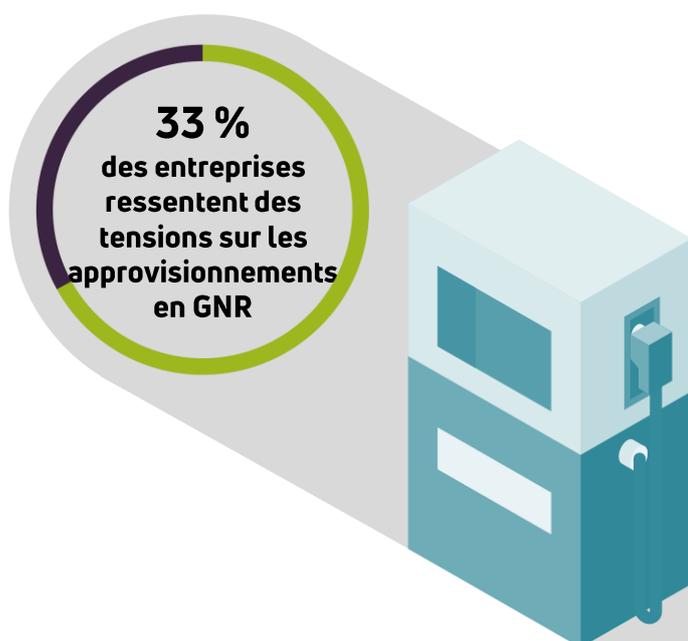
Des hausses de prix exprimées par les entreprises sur plus de 40 produits

Quelques hausses moyennes de prix déclarées par les entreprises



« Il n'y a pas de rupture d'approvisionnements : les négociants ont mis en place une politique de stock pour fournir leurs clients et éviter les arrêts de chantier »

Rachel Denis-Lucas, PDG Denis Matériaux

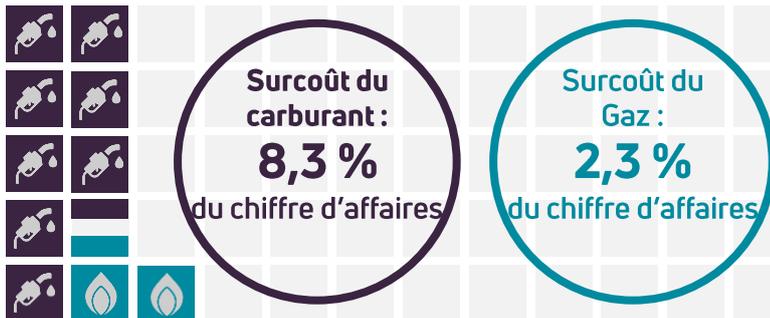


Source : Enquête Cellule Economique de Bretagne, avril 2022

La difficile répercussion des hausses des prix de l'énergie et des matériaux

Le surcoût des énergies (gaz, carburant) représente en moyenne plus de 10 % de leur chiffre d'affaires

À combien estimez-vous l'impact du surcoût sur votre chiffre d'affaires pour le carburant, le gaz ?

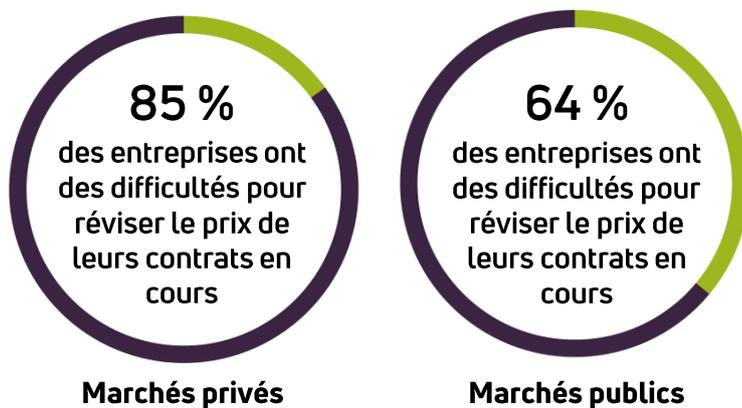


Une hausse importante des coûts de production

Les entreprises du secteur font également face à une augmentation des coûts liés à l'énergie : la hausse des carburants représente en moyenne 8,3 % de leur chiffre d'affaires et celle du gaz, 2,3 % en moyenne.

Des difficultés concernant la révision des contrats en cours

Rencontrez-vous des difficultés pour réviser le prix de vos contrats en cours en marchés privés et/ou en marchés publics ?



La difficile réévaluation des contrats en cours

Une majorité des entreprises connaissent des difficultés à réévaluer les prix de leurs contrats en cours. Cette difficulté est plus importante avec les marchés privés : 85 % des entreprises rencontrent des difficultés pour réviser les prix des marchés privés, contre 64 % pour les marchés publics.

Source : Enquête Cellule Economique de Bretagne, avril 2022

Entretien avec Madame Rachel Denis-Lucas, PDG de Denis Matériaux

« Tout d'abord, il convient de rappeler que la situation sur les approvisionnements et les prix n'est pas nouvelle : la demande a fortement augmenté depuis 2021 et les usines ont été dans l'incapacité de faire face à cette demande, faible pendant la crise sanitaire et qui s'est emballée ensuite, avec un outil de production qui nécessite un temps pour redémarrer. En 2021, les industriels ont ainsi épuisé assez vite leurs stocks et ils n'ont jamais

retrouvé leur capacité de stockage : ils sont en flux tendus depuis plus d'un an.

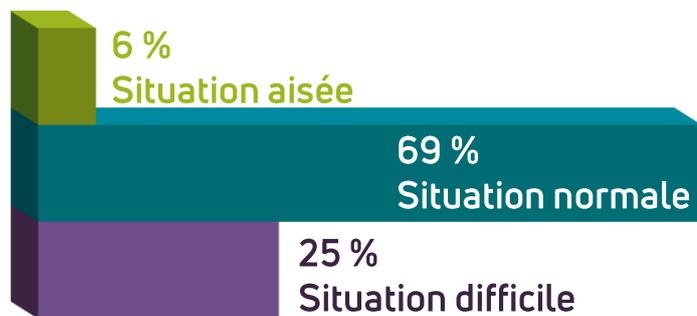
Depuis le début de l'année 2022, s'y ajoutent la hausse du coût de l'énergie et la guerre en Ukraine, provoquant l'augmentation des prix de certaines matières premières et des difficultés à les acheter. Si on ne peut pas les acheter en Ukraine, on va les acheter ailleurs mais c'est plus cher !

Aujourd'hui, les entreprises ont de plus en plus de mal à s'engager sur un prix. Et puis comment vont se comporter les maîtres d'œuvre, les clients face à l'augmentation des prix ? Reporter les travaux, impossibilité de financer les hausses,... L'incertitude et l'inquiétude sont importantes pour les mois à venir, d'autant plus que les négociants font actuellement face à des problèmes de trésorerie avec des niveaux de stocks très élevés».

Un impact aujourd'hui mesuré sur la santé financière actuelle des entreprises bretonnes de la construction

Une situation normale des trésoreries

Comment jugez-vous la situation de trésorerie de votre entreprise (aujourd'hui) ?

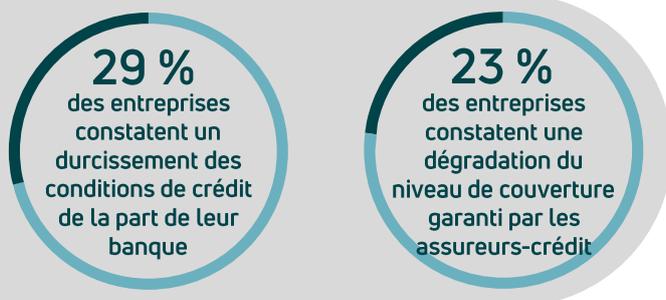


Des chefs d'entreprises majoritairement sereins concernant leur trésorerie

À date d'enquête, les entreprises du secteur de la construction sont majoritairement sereines concernant leur trésorerie : 69 % d'entre eux la jugent actuellement normale et 6 % aisée. A l'opposé, 25 % des entreprises indiquent déjà une trésorerie tendue.

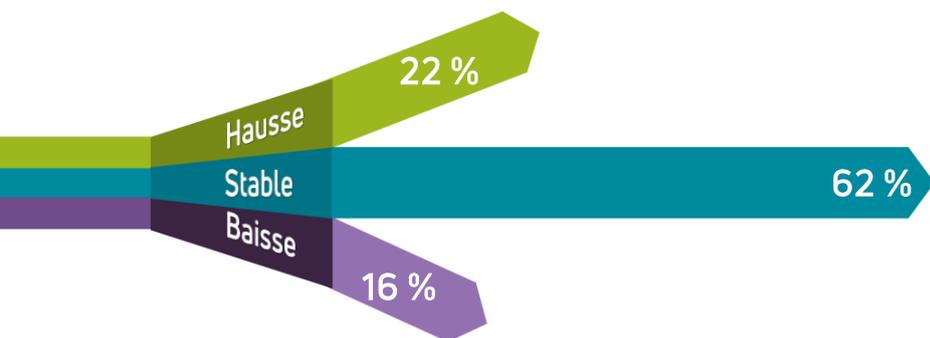
Des chefs d'entreprise prudents quant à l'évolution de leur activité

Les chefs d'entreprise sont prudents sur l'évolution de leur activité dans les 3 prochains mois : 62 % anticipent une stabilité de celle-ci et 16 %, une baisse. 22 % des entreprises prévoient une activité en hausse, en lien avec le niveau des carnets de commandes : 6,5 mois dans le secteur du Bâtiment et 5,1 mois pour les Travaux Publics.



Une évolution stable de l'activité prévue dans les 3 prochains mois

Comment envisagez-vous votre activité dans les 3 prochains mois ?



Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne :

Des membres fondateurs :



DREAL Bretagne

Des membres de droit et des membres actifs

Source : Enquête Cellule Economique de Bretagne, avril 2022

Cette enquête a été réalisée du 29 mars au 5 avril 2022 auprès des entreprises bretonnes des secteurs du Bâtiment, des Travaux Publics et des Carrières & Matériaux. Le questionnaire, complété en ligne en auto-administré, a été transmis par mail via les organisations professionnelles du secteur (FRB et FFB départementales, Fédération Ouest Scop du BTP, Capeb, FRTP, Unicem).

Au total, 402 entreprises ont répondu à l'enquête : 36 % des entreprises ayant répondu sont localisées en Ille-et-Vilaine, 33 % dans le Morbihan, 19 % dans le Finistère et 12 % dans les Côtes d'Armor. L'entretien avec Madame Rachel Denis-Lucas a été réalisé le lundi 11 avril 2022.